

Commission Nationale de Négociation Déclaration préalable

Etonnante déclaration que celle de François HOLLANDE qui passe, sans complexe, de la réduction de 50 milliards des déficits - en réduisant les effectifs de la fonction publique hors éducation - à « *Toute ma politique c'est une mobilisation contre le chômage* ».

"Ce sera la priorité du quinquennat, ce sera ma priorité", affirme le président socialiste qui reconnaît que "ce n'est pas la première fois qu'un président fait cette promesse", mais "tout n'a pas été tenté" affirme-t-il.

François Hollande met tout particulièrement en avant les "emplois d'avenir" et les "contrats de génération".

A plusieurs reprises, le président a défendu le rapport présenté par l'ancien patron d'EADS sur la compétitivité. Il a plusieurs fois justifié son choix de confier cette mission à "un grand industriel", au fait des questions franco-allemandes. François Hollande estime ainsi que toutes les forces politiques du pays, qu'elles "soient de droite et de gauche ont trouvé ce diagnostic juste" - hormis plusieurs exceptions concernant les gaz de schiste.

Le texte aurait à cet égard servi de "prise de conscience".

Alors François Hollande en vient à la compétitivité. Il défend le rapport remis par Louis Gallois le 5 novembre.

Et réfutant l'idée qu'il était commandé pour ne pas être appliqué, le chef de l'Etat argue que son "pacte" sur la compétitivité a été présenté le lendemain.

Il justifie notamment les 20 milliards d'euros d'allègements fiscaux accordés aux entreprises. Ces 20 milliards ne seraient donc pas « un cadeau » selon lui, mais "un levier qui offre au système productif un moyen de traverser la crise".

"Cette mesure, qui a fait parler, aura un effet immédiat", affirme-t-il. Vingt milliards dont 10 pour 2013 et 5 milliards les 2 années suivantes ; ces 20 milliards contribueraient à abaisser le coût de la masse salariale de 6 % environ sous forme de crédits d'impôts, soit pour le Crédit Agricole : 6% de 2.4 Milliards représente 144 millions d'euros supplémentaires aux allègements dont vous bénéficiez déjà depuis longtemps sur les salaires les plus faibles et ce depuis des années et que l'on peut estimer à 216 millions par an. Vous pouvez contester ce chiffre parce que la CGT vous l'a réclamé maintes et maintes fois chaque année, sans jamais obtenir de réponse de votre part.

La CGT ne s'inscrit pas en complice, comme d'autres, dans ce processus d'abaissement continu de la masse salariale et du coefficient qui porte si bien son nom « d'exploitation » des ouvriers, salariés de nos Caisses et filiales impactant directement les emplois, les salaires et les conditions de travail.

Car pendant ce temps-là, vos erreurs, calculées ou non, ruinent nos Caisses coopératives, l'Etat par ses aides, nos clients sociétaires, citoyens et leur confiance, les salariés et leur santé, jusqu'où osez-vous aller avant que ne se déchaîne le vent de la colère ?

Au troisième trimestre, Crédit Agricole enregistre encore une perte nette de 2.85 milliards dont :

- l'impact de la cession d'Emporiki pour 2 milliards, abandonnant ainsi lâchement nos collègues Grecs à leur triste sort, aux mains des repreneurs !
- Le reste étant :
 - o 180 millions sur la cession de CHEVREUX et enfin la déconsolidation de BANKINTER
 - o et seulement 572 millions annoncés de dépréciations de GOODWILL ou écarts d'acquisitions.

Mais combien en restent-ils encore à venir de ces dépréciations ?

Combien de temps faudra-t-il pour que publiquement vous rendiez enfin des comptes sur les fautes graves commises à répétition et annoncées diluées avec les années tandis qu'encore vous abusez des honnêtes gens ?

Vous déclarez avec aisance ne pas prévoir d'augmentation de capital, que les caisses ne seront pas sollicitées, pouvez-vous, aujourd'hui, l'assurer, y compris avec le judicieux système de switch ?

Pouvez-vous aussi nous annoncer qu'il n'y aura pas non plus de dividendes versés - et pour cause - en 2013 sur l'exercice 2012 ?

Pouvez-vous enfin comprendre que cela devient insupportable au point que la CGT utilisera dans l'avenir tous les moyens pour qu'enfin les Femmes et les Hommes, les clients sociétaires, les citoyens sachent que vous portez la **RESPONSABILITE** de la crise des subprimes, de la crise des dettes souveraines.

Tout cela par avidité avec - et c'est plus facile - l'argent des autres : clients, contribuables, salariés.



COLLECTIF NATIONAL CREDIT AGRICOLE

15 novembre 2012

Il faudra bien que ces Femmes et ces Hommes sachent que ces crises à répétition ne sont pas le fait du hasard, qu'elles sont organisées et dirigées par des Hommes sans nom, marionnettistes, capitalistes qui imposent l'austérité aux peuples de France, d'Europe, du monde jusqu'à la précarité. Enfin tout ceci aura une fin !

Nous souhaiterions que les organisations autour de cette table comprennent tout l'enjeu d'une bataille de classes.

Nous négocions aujourd'hui les moyens de communiquer sur la stratégie d'entreprise, nous serons particulièrement attentifs à vos propositions pour que, peut-être un jour, vous révéliez honnêtement la votre.

Néanmoins les intérêts des salariés passent davantage par la modification de cette stratégie que par sa révélation.

